Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
Band: 21 (2005)

Artikel: "Franco assassin!"
Autor: Enckell, Marianne
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-520398

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

« FRANCO ASSASSIN ! »

MARIANNE ENCKELL

Le mardi 21 février 1961, le quotidien genevois *La Suisse* publie une édition spéciale[1] : peu avant 4 h, ce matin-là, des explosions se sont fait entendre au Consulat d'Espagne, près de la route de Chêne.

« Cet attentat est d'ailleurs signé, plusieurs fois : à l'entrée du chemin [...], un drapeau noir a été pendu à la hampe où flotte, les jours de liesse, le drapeau espagnol. L'inscription "F.A.I." à la peinture noire est plusieurs fois répétée sur les murs, sur les trottoirs environnants, sur le portail même du consulat. [...] D'autres inscriptions sont visibles, peintes en noir ou blanc, jusque sur la chaussée, telles que "Mort à Franco", "Vive l'anarchie", etc. »

Six cocktails Molotov ont fait quelques dégâts matériels, d'autres n'ont pas explosé.

« Cet attentat, si nous ne faisons erreur, est le premier qui soit tenté contre un consulat espagnol, depuis de nombreuses années. On regrettera vivement que notre ville en ait été le théâtre et l'on espère que les coupables de cet attentat, qui aurait pu avoir des conséquences dramatiques, sans l'intervention rapide du Poste permanent, seront rapidement découverts et châtiés. »

Les informations ne tardent pas. Le 23 février, Claude Richoz, dans le même quotidien, se rappelle avoir lu le *Manifeste du groupe anarcho-communiste-révolutionnaire* distribué peu avant à Genève, qui se place sous l'exergue de Kropotkine : « L'acte fait en quelques jours plus de propagande que des milliers de brochures ». Le texte du *Manifeste* déplore la faiblesse et le déclin du mouvement anarchiste[2] :

1. Un dossier de coupures de presse ainsi que la documentation de l'instruction du procès sont consultables à la bibliothèque du Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA) à Lausanne. D'autres dossiers du CIRA contiennent tracts de solidarité et bulletins d'informations de l'émigration espagnole en Suisse.

2. Notamment en Suisse : à Genève, si le CIRA vient de se créer, il n'a que des activités culturelles ; le groupe du *Réveil anarchiste* est composé d'une poignée de vétérans et publie un journal à peine une à deux fois l'an. La police genevoise se méfie toutefois de ce nom, puisqu'elle ira chercher des suspects jusqu'à la Mission évangélique espagnole de l'Église du Réveil…

« En Europe, tout est presque fini. [...] L'émigration anarchiste espagnole, nombreuse et bien organisée, reposant sur les deux grands organismes traditionnels CNT-FAI, est actuellement poids mort pour l'anarchisme européen et international. [...] Le problème est donc, non pas de préparer une impossible révolution, mais de sauver l'anarchisme de la décadence qui le menace [...] afin qu'il redevienne, dans le monde des hommes, une doctrine vivante, discutée, débattue ou combattue [...]. Un seul moyen efficace tout autant que réprouvé s'impose avec éclat : LA PROPAGANDE PAR LE FAIT[3]*.»*

Deux semaines plus tard, la *Tribune de Genève* peut titrer « Les pétardiers du consulat d'Espagne sous les verrous ». Après de vaines recherches dans les milieux espagnols de la ville, la police a fini par arrêter les quatre membres du Groupe Ravachol, connu d'elle depuis plus d'un an[4].

*

Après la victoire du général Franco, en mars 1939, les partis et organisations de gauche d'Europe ont continué de soutenir, activement ou en paroles, le camp républicain espagnol. Parmi les centaines de milliers de réfugiés en France, nombreux sont ceux qui ont trouvé asile dans le pays même ou dans le Nouveau Monde ; d'autres ont choisi l'Union soviétique. Socialistes, communistes et anarchistes espagnols ont reconstitué en exil leurs partis et leurs syndicats, dans une situation matérielle encore précaire.

Mais pendant une vingtaine d'années on sait peu de choses en Suisse sur « l'intérieur » : presque aucun exilé du camp républicain n'y a trouvé refuge[5] ; rares sont les Espagnols qui ont les moyens ou l'autorisation de voyager, et leur présence reste peu importante. Le Parti du Travail et la gauche socialiste et syndicale se joignent en théorie au mot d'ordre de boycott du tourisme ; mais le gouvernement suisse a été un des premiers à reconnaître Franco, dès 1939. Vingt ans durant, des milliers de guérilleros ont passé clandestinement les Pyrénées, ont agité les provinces, commis des attentats, cherché à déstabiliser le régime, et payé leurs actes de leur vie. La grande presse n'en a quasiment rien dit.

3. La notion de propagande par le fait a été développée en 1877 par Pierre Kropotkine et Paul Brousse dans le *Bulletin de la Fédération jurassienne*. En décembre 1960, forme douce de ce genre de propagande, des inscriptions ont été peintes sur divers monuments de Genève, « Libérez Jousson », en faveur d'un objecteur de conscience récemment condamné ; à Lausanne, la même inscription est restée de longues années sur le mur de l'ancienne École normale (actuel Gymnase du Bugnon).

4. Claude Frochaux brode agréablement sur cet épisode dans *La mémoire de mes souvenirs,* Lausanne 2001.

5. Voir Sébastien Farré, « Exilés et internés espagnols en Suisse » in M. Cerutti, S. Guex et P. Huber, *La Suisse et l'Espagne, de la République à Franco, 1936-1946,* Lausanne 2001, p. 107-124.

En 1959, sous la pression de difficultés économiques et politiques, l'Espagne se met à délivrer plus facilement des passeports à ses ressortissants ; les visas notamment sont supprimés entre la Suisse et l'Espagne. On estime à 80 000 le nombre d'ouvriers émigrés d'Espagne l'année suivante pour chercher du travail à l'étranger, sans compter quelque 25 000 ouvriers agricoles saisonniers en France. Cela représente 50% d'augmentation par rapport à l'année précédente. La même année, selon le Congrès européen pour l'amnistie, 246 personnes ont été condamnées par les Tribunaux spéciaux (dits de répression politique ou de propagande illégale), qui leur ont infligé 1007 années de prison : cinq fois plus que l'année précédente[6].

En janvier 1961, plusieurs milliers d'ouvriers espagnols sont arrivés en Suisse, la moitié d'entre eux restent à Genève ; ils résident souvent dans des pensions, se regroupent dans les mêmes locaux religieux ou associatifs, et ont peu de contacts avec la population. Leur nombre se multipliera par dix en dix ans.

*

Dans la revue *Esprit*, Jean-Jacques Langendorf a lu « un article d'un catholique espagnol qui traitait de la répression, de la terreur et de la torture dans les prisons franquistes »[7] :

« Une nouvelle promotion de détenus politiques [...], abandonnée de l'extérieur, niée officiellement de l'intérieur, s'entasse dans toutes les prisons provinciales espagnoles et dans les pénitenciers, El Duesco, Burgos, Ocaña, San Miguel de los Reyes... Elle attend dans les prisons autre chose que l'aide verbale des amis bien intentionnés qui, individuellement, dans les journaux ou du haut de leurs tribunes, rappellent de temps en temps au monde notre existence. »

Des avocats, des journalistes, des étudiants, voire des diplomates, catholiques, libéraux, de gauche et jusqu'à des phalangistes, sont arrêtés à l'aube, battus, détenus sans condamnation, condamnés sans appel possible. La loi d'exception de mars 1943 est toujours en vigueur, qui assimile toute activité politique au délit de rébellion militaire armée. Le slogan fasciste « Mort à l'intelligence » n'en finit pas de régner, dans le silence et l'ignorance de l'opinion publique mondiale.

« Cet article a soulevé en moi une vive indignation ; il a en quelque sorte actualisé le problème espagnol. La lecture de cet article a donné un but précis

6. Voir *España Hoy,* pres. Ignacio Fernández de Castro, José Martínez, Paris, Ruedo Ibérico 1963.
7. Numéro daté de février 1961. L'article n'est pas signé.

à l'action que nous nous proposions de faire et dont nous avons parlé dans le Manifeste », déclare Langendorf au juge d'instruction.

*

Lorsqu'a lieu le procès, en mai 1962, personne n'ignore plus la situation en Espagne. Les mineurs et les métallos viennent de se mettre en grève dans toutes les provinces, ils ont même pris quelques jours la ville d'Oviedo, chef-lieu des Asturies, entraînant les grèves de dizaines de milliers d'autres ouvriers. Des organisations catholiques d'opposition apparaissent au grand jour dans le pays, JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne), HOAC (Fraternité ouvrière d'action catholique). Une tentative d'alliance se dessine entre les syndicats UGT (socialiste), CNT (anarchiste) et STV (basque). Les premières Commissions ouvrières (CCOO), d'origine catholique elles aussi, se forment dans les Asturies. Les universités sont en pleine agitation, des centaines d'étudiants et d'enseignants sont arrêtés périodiquement. Des réunions se tiennent en Europe entre militants de l'intérieur, de l'émigration et des comités de solidarité. En Suisse même, l'UGT a conclu un accord avec l'Union syndicale suisse et publie une *Información social española* qui donne des nouvelles d'Espagne et de la solidarité et fait œuvre modeste de formation ; le Comité suisse pour une amnistie politique en Espagne, qui a des branches à Zurich et à Genève, mène un patient travail d'information et de récolte de fonds.

Au printemps, le journal *Ravachol* (ses rédacteurs inculpés sont en liberté provisoire depuis septembre 1961) a publié un numéro spécial sur l'Espagne. De haute tenue, par rapport aux précédents[8]. On y trouve des textes d'Albert Camus (repris de la revue *Témoins* de Zurich) et de Georges Bernanos (« Catholiques et fascistes à Majorque », tiré des *Grands cimetières sous la lune*), un compte rendu du *Labyrinthe espagnol* de Gerald Brenan, la reproduction de l'article d'*Esprit*, des chiffres et des documents.

Les avocats des inculpés ont convoqué au tribunal des témoins de poids : l'écrivain Léon Savary, le directeur du Musée des Beaux-Arts de Lausanne René Berger, l'enseignant Robert Junod, Henri Bartholdi, président de la Ligue des Droits de l'Homme, les vétérans anarchistes André Bösiger et Carlo Frigerio, les ex-anarchistes devenus socialistes Georges Borel et Alex Burtin (présenté en sa

8. Le périodique *Ravachol* a eu 5 numéros de 1959 à 1962. La plupart des articles étaient écrits par Jean-Jacques Langendorf sous divers pseudonymes ; André Bernard, Jean-Claude Favez, Claude Frochaux, Michel Jörimann y ont publié chacun un article ; un texte d'Anne-Catherine Savary a été repris du *Bulletin du MDE* de Lausanne ; d'autres contributions restent anonymes, compte non tenu du dernier numéro présenté ci-dessus.

qualité de directeur technique de l'équipe suisse au Tour de France), Jean Ziegler, qui vient d'enquêter en Espagne pour la Commission internationale des Juristes, Miguel Sanchez Mazas, traducteur au BIT, arrêté dans son pays en 1956 pour avoir signé un manifeste qui demandait la démocratisation de l'enseignement, d'autres exilés et militants espagnols. Si le consul avait, en février de l'année précédente, signalé à plaisir des « suspects » espagnols à la police[9], c'est au procès l'ambassadeur d'Espagne qui déclare « qu'il n'y a pas de prisonniers politiques en Espagne », et qui se fait démentir vigoureusement par les témoins.

« Les prisons sont pleines en Espagne, déclare Maître Nicolet, *mais c'est l'intelligence qui a gagné encore. [...] Ce ne sont ni les prisons ni les policiers qui font subsister un régime. »*

Le 22 mai, Jean-Jacques Langendorf, étudiant, Claude Frochaux, libraire, et Alain Lepère, typographe, sont condamnés à un an de prison avec sursis (le quatrième compère était mineur à l'époque) ; ils ont passé plus de six mois en détention préventive. C'est le « procès du franquisme », le « succès de l'antifascisme », titre la *Voix Ouvrière*. Deux jours plus tard, le Parti socialiste genevois et le Partido socialista obrero español organisent une manifestation de solidarité avec le peuple espagnol à la Salle du Faubourg. Toute la gauche pense que le régime est déstabilisé, qu'il ne va pas durer… Les autorités fédérales s'inquiètent surtout de la politisation des ouvriers espagnols en Suisse et des risques de conflit diplomatique : comment expliquer autrement les interdictions de parole édictées en 1961 et 1962 contre l'avocat Ramón Viladas[10], le poète Marcos Ana, venant témoigner des 21 ans qu'il vient de passer dans les geôles franquistes, et jusqu'à l'avocate française Nicole Dreyfus, membre d'une commission d'enquête sur les prisons espagnoles ?

*

Pendant plus de dix ans encore, la dictature franquiste va continuer de sévir, l'opposition de se manifester et de se déchirer, la solidarité de s'exprimer, les autorités suisses de s'inquiéter – et de collaborer activement avec la police espagnole[11]. En 1962 et 1963, à Lausanne, comme en France et en Italie, des affichettes réclament le boycott du tourisme en Espagne. Des alertes à la bombe

9. Plusieurs d'entre eux furent expulsés de Suisse, de même que 16 personnes liées aux groupes anarchistes de la région.

10. Celui-ci put parler à Lausanne en septembre 1961, mais non à Genève, où son texte fut lu par l'historien Jean-Claude Wagnières, le pasteur André Rouget et le comédien François Simon.

11. Voir Sébastien Farré, *Spanische Agitation. Emigración española y antifranquismo en Suiza,* Madrid, Fundación 1° de Mayo, 2001 (Documentos de Trabajo 3/2001).

clouent au sol les avions d'Iberia de Bruxelles à Genève ; des cars de touristes sont détruits à Lourdes ; des colis explosent la nuit dans des bureaux. À une exception près, les actions directes ne font que des dégâts matériels ; la répression n'en est pas moins sanglante.

L'arrestation, la condamnation puis l'exécution, à Madrid en avril 1963, de Julian Grimau, militant syndical reconnu coupable de propagande communiste mais aussi de crimes pendant la guerre civile, alors qu'il était chef de la police politique catalane, suscite l'émotion et la solidarité ; les inscriptions FRANCO ASSASSIN se multiplient sur les murs. D'autres militants condamnés à mort sont passés par le garrot, comme Francisco Granado et Joaquin Delgado ; certains voient leur peine commuée, comme Jorge Conill Valls[12]. Manifestations et meetings se succèdent dans plusieurs villes de Suisse, comme celle du 28 avril 1966 à la Salle du Faubourg de Genève, appelée notamment par un tract bilingue de la Jeunesse socialiste :

« En 1965, 14 millions de touristes ; en 1966, 16 millions de touristes prévus. Le soleil, la mer, les corridas, les danses et les fêtes populaires, Or, derrière ce masque publicitaire de folklore et de plaisir offert aux étrangers, voici le vrai visage de l'Espagne 1966. L'étranger, la prison ou l'humiliation, tel est le sort que la dictature franquiste réserve à toutes les forces vivantes de l'Espagne ; un million d'Espagnols, victimes du mépris de la jeunesse et du bafouement de l'intelligence et des droits fondamentaux de l'homme, ont émigré dans le reste de l'Europe, tandis que de très nombreux autres croupissent dans les geôles des fossoyeurs de la civilisation espagnole... Venez manifester votre solidarité avec le peuple espagnol, que les brutalités n'arriveront pas à détourner de sa lutte contre l'oppression capitaliste et policière. »

Selon André Rauber, ces actions étaient « parfois en accord conflictuel avec les organisations d'immigrés peu au courant des us et coutumes helvétiques compassées en matière de manifestations et peu soucieuses des répercussions répressives qu'elles pourraient provoquer »[13] ; il est permis de penser que les organisations espagnoles ont aussi contribué à secouer la torpeur des syndicats

12. Pour l'anecdote, rappelons que la condamnation de ce dernier fut l'occasion du premier enlèvement politique de la période récente, celui du vice-consul espagnol à Milan, séquestré quinze jours durant par un groupe d'anarchistes et libéré entier et en bonne santé une fois la peine de mort commuée. Les importantes manifestations en faveur de Conill Valls attirèrent les sympathies de l'opinion publique et contribuèrent sans doute à ce que les jeunes Milanais qui avaient organisé le rapt soient condamnés aussi légèrement que les jeunes Genevois quelques mois plus tôt.

13. André Rauber, *Histoire du mouvement communiste suisse,* tome 2, Genève 2001, p. 301.

suisses de l'époque. Les Commissions ouvrières notamment publient des bulletins, leurs militants participent activement à des grèves depuis 1970, la double affiliation (CCOO et syndicats suisses) est encouragée.

*

À chaque maladie de Franco, à chaque secousse importante, la fin du régime s'approche-t-elle ? L'impatience grandit après l'attentat réussi en 1973 contre le numéro deux du régime, Carrero Blanco, et le vieillissement maladif du caudillo.

En juin 1974, le Parti communiste d'Espagne demande à son homologue suisse d'organiser « El Gran Mitín » à Genève, pour donner une audience internationale à ses deux leaders historiques, Santiago Carrillo et Dolores Ibarruri, « La Pasionaria ». Ingénuité, ruse, provocation ? Personne n'ignorait alors que tout étranger avait besoin d'une autorisation officielle pour parler en public en Suisse, et qu'il devait s'engager à ne pas mettre en danger les bonnes relations entre son pays et la Confédération. Rien d'étonnant à ce que les deux orateurs prévus soient interdits de parole ! Pourtant, le Parti communiste espagnol en exil avait fait venir des milliers de militants de toute l'Europe, à grands frais et grande fatigue. Le Parti suisse du Travail, quant à lui, « devait veiller à ne pas donner des prétextes à une encore possible interdiction, [...] éviter tout dérapage dommageable »[13]. Les Espagnols, heureusement, sont rompus aux subterfuges : les deux discours, enregistrés, sont diffusés par hauts-parleurs, la Pasionaria entonne des chants révolutionnaires. Est-il vrai que cela « sauva la manifestation et l'intégrité du PST (dans les deux sens du terme) » ? C'est surtout le Parti communiste espagnol qui en sort gagnant (on estime à 20 000 les assistants au meeting[14], curieux y compris), préparant très explicitement sa participation au régime démocratique qui devra bientôt succéder à Franco : ses intellectuels et ses ministrables font leur coming-out et, de « progressistes » qu'ils s'étaient jusque-là désignés, affirment leur appartenance au Parti de la classe ouvrière, leur rôle de « seule opposition politique depuis la fin de la guerre civile ». Rares sont les voix qui s'élevèrent – ou qui furent entendues – pour rappeler le rôle ambigu du PCE dans la guerre et la révolution de 1936-1939, son acharnement contre les trotskistes et les anarchistes, son antifranquisme sélectif...

Et Franco ne fléchit toujours pas : la répression et les exécutions se poursuivent. Des peines d'emprisonnement disproportionnées sont prononcées

13. *Idem*, p. 423.
14. Farré, *Spanische Agitation*, p. 17.

contre des militants ouvriers, des intellectuels, des femmes affirmant leur liberté. En mars 1974, Salvador Puig Antich et Heinz Chez sont garrottés ; le 29 septembre 1975, c'est le tour de cinq condamnés à mort à Burgos, Barcelone et Madrid : militants basques, révolutionnaires et antifascistes. On proteste alors dans toutes les rues de l'Europe, dans les principales villes de Suisse ; à Genève, le consulat d'Espagne (qui a déménagé à Plainpalais) est maculé de peinture sanglante. Comme d'autres gouvernements européens, le Conseil fédéral rappelle poliment son ambassadeur à Madrid.

Le 20 novembre 1975, l'acharnement thérapeutique ne peut plus faire de miracle, Franco meurt dans son lit d'hôpital. La libéralisation ne se produira pas d'un coup : la solidarité va rester nécessaire longtemps avec les jeunes syndicats et organisations d'Espagne, et contre le fascisme qui essaie de relever la tête.

MARIANNE ENCKELL